



Le Secrétaire général

Monsieur Jean-François CARENCO
Président
Commission de Régulation de l'Energie
15, rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 8

Paris, le 18 septembre 2019

Objet : consultation publique relative au prochain tarif d'utilisation du réseau de GRTgaz

Monsieur le Président,

L'encadrement des entreprises du secteur énergétique français est depuis de nombreuses années un acteur central de la mise en œuvre des choix de politique énergétique de la France, il est donc extrêmement attentif à toutes les évolutions du secteur énergétique et en particulier aux conditions de régulation qui s'y appliquent.

La consultation publique lancée par la Commission de Régulation de l'Energie sur le cadre de régulation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de GRTgaz a donc retenu toute l'attention de la CFE-CGC Énergies. Première organisation syndicale représentative de l'encadrement des entreprises des Industries Électriques et Gazières et surtout deuxième organisation syndicale de GRTgaz avec 41 % de représentativité lors des dernières élections fin 2016, la CFE-CGC Énergies considère que cette consultation lui donne l'opportunité de préciser ses positions sur l'avenir du service public de transport de gaz et sur les projets de gaz renouvelable qui doivent l'accompagner pour réussir ensemble la transition énergétique.

En préambule, la CFE-CGC Énergies souhaite réaffirmer sa conviction sur la place incontournable du gaz et de leurs infrastructures gazières dans un mix énergétique français en pleine transition.

Vu de notre organisation syndicale, le gaz est à la fois :

- Une vraie énergie de transition vers un monde moins carboné. Moins carboné que d'autres énergies fossiles, le gaz est particulièrement bien adapté aux impératifs de la transition énergétique bas carbone, surtout lorsqu'il est renouvelable, comme dans le cas du biométhane, du bioGNV, de l'injection d'hydrogène, de la pyrogazéification ou du power to gas.

- Un formidable outil industriel, technologique et numérique. Les installations de rebours, les smart grids, les services performants de GNC/GNL carburant et les nouveaux pilotes de pyrogazeification ou de power to gas rendent l'énergie gazière française à la fois facile d'accès et très flexible. Ces projets renforcent le rôle de la place de marché France en Europe ce qui permet d'optimiser leur utilisation et de pérenniser l'utilité des réseaux de transport de gaz, biens communs payés par tous et dont il convient de continuer à tirer le meilleur parti.
- Un réel vecteur d'activités économiques intégrées et d'emplois français non délocalisables dans les territoires. Les infrastructures françaises sont à la fois utiles, acceptables et acceptées par leur environnement, connectées aux besoins de nombreuses parties prenantes. Depuis plusieurs années, les gestionnaires d'infrastructures ont déjà engagé des démarches plus éthiques et environnementales, conformes aux attentes des clients, des citoyens et des salariés, que ce soit par leur maîtrise de l'existant ou par l'intégration des nombreux projets de raccordements de Biométhane et de GNC.

Résolument tournés vers l'avenir, nous souhaitons voir conserver cet ancrage territorial fort pour GRTgaz dans ses activités techniques et commerciales de qualité et de proximité en lien avec les attentes induites par la programmation pluriannuelle de l'énergie et les nouveaux besoins des clients particuliers, industriels et institutionnels de GRTgaz.

L'un de nos points de vigilance sera donc également de nous assurer que tous les clients participent équitablement à maintenir ce service de qualité et des installations fonctionnelles en toute sécurité. Nous militons donc pour que les opérateurs français d'infrastructures gazières français (réseaux, stockages, terminaux) ne se concurrencent pas et que la régulation favorise, via leurs tarifs, une couverture des coûts réelle et une fiscalité incitative des projets innovants gaz utiles à tous pour réussir le modèle français de transition énergétique.

Pour la CFE-CGC Énergies, relever ces défis à GRTgaz suppose de préparer l'avenir, donc continuer à investir raisonnablement pour préserver et assurer la fiabilité, la sécurité, la performance et la disponibilité des outils industriels que sont les réseaux de transport de gaz. Préparer l'avenir suppose également d'investir suffisamment dans la R&D pour innover et préparer la transition énergétique, innover dans les technologies, innover dans les pilotes et les projets de demain, tout en contribuant à préserver le tissu industriel en territoires en soutenant des filières industrielles spécifiques (biométhane, GNC, pyrogazeification, power to gaz, hydrogène, gazeification hydrothermale...) et réussir l'immense gageure d'assurer la transmission des savoirs gaziers tout en renouvelant les compétences clés. La CFE-CGC Énergies rappelle ainsi que GRTgaz est engagée d'ores et déjà dans des projets d'expérimentations d'avenir visant à caractériser les adaptations à réaliser sur les composants des réseaux gaziers pour l'acheminement à terme d'un gaz décarboné.

Avoir les moyens réels de relever tous ces défis, c'est aussi choisir d'investir positivement et efficacement pour continuer de promouvoir les usages du gaz au service de l'industrie et de la mobilité verte tout en accompagnant les nombreux projets de gaz renouvelables lancés par les opérateurs de transport et, en évitant les effets pervers qui pourraient privilégier des investissements faciles peu coûteux au détriment de vrais besoins plus onéreux à court terme.

Pour la CFE-CGC Énergies, les réseaux de transport de gaz sont des infrastructures énergétiques essentielles, à caractère éminemment industriel et technologique au cœur d'une mutation profonde qui engage la France comme l'Europe pour les prochaines décennies. Nous soutenons l'objectif d'un verdissement massif des infrastructures gazières à condition de leur en donner les moyens réels dès à présent.

Dans un contexte où la faible croissance de la demande comme les objectifs en matière d'efficacité énergétique ne déclencheront plus autant d'investissements de fluidification des derniers tarifs, la CFE-CGC Énergies revendique avec force un cadre de régulation tarifaire du transport du gaz qui permette désormais aux gestionnaires de réseaux de transport de gaz français de financer tous leurs projets d'avenir et de couvrir leurs réelles charges d'exploitation pour réussir ensemble une transition énergétique ambitieuse et efficace. En clair, une hausse relative et maîtrisée de l'ATRT7 nous apparaît inévitable tout comme la régulation incitative (y compris sur l'innovation et la R&D) doit proscrire toute logique punitive pour privilégier la réussite collective des défis énergétiques et environnementaux qui nous attendent.

Nous revendiquons donc par conséquent une trajectoire de charges d'exploitation (OPEX) et de dépenses d'investissements (CAPEX) qui s'inscrive dans une vision industrielle de long terme avec un cadre de régulation tarifaire qui soit en ligne avec les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Au-delà de ces principes généraux que la CFE-CGC Énergies a tenu à rappeler en préambule, la consultation publique que vos services ont lancée le 23 juillet dernier appelle de notre part les remarques suivantes.

D'une part, les réponses aux questions de la consultation.

Question n°5 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Vu de la CFE-CGC Énergies, le fait de retirer du CRCP les charges liées à la désimbrication des activités de R&D tout comme le refus d'y intégrer les coûts prévisionnels des projets pilotes de conversion de la zone B au gaz H ou les coûts prévisionnels de rénovation du système d'information commercial représentent plusieurs sources d'inquiétudes. Les opérateurs de réseaux de transport ont pourtant des obligations à assurer (dont certaines obligations, comme la désimbrication R&D à GRTgaz, ont été décidées par la CRE) donc des coûts qui en découlent à couvrir, sans avoir la pleine maîtrise ni de leur ampleur, ni du planning de leur survenance. Néanmoins ils se mobilisent quand ces nouvelles obligations surviennent pour y répondre, réduire les charges et y réaliser des gains de productivité. Les opérateurs de réseaux de transport ne peuvent donc être pénalisés pour les écarts résultant de décisions ou d'études qu'ils ne maîtrisent pas encore dans leur prévision ATRT7 et leurs futurs OPEX à venir devraient continuer à être entièrement couverts telle que le prévoit la loi. Au delà des charges nettes d'exploitation, ce sont clairement les salarié(e)s qui seraient visés en cas d'arbitrage non justifié de la CRE et la CFE-CGC Énergies ne peut être favorable à ce dispositif tel qu'il est présenté, sans risquer l'avenir et l'efficacité supplémentaire en terme d'OPEX.

Question n°6 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Vu de la CFE-CGC Énergies, nous ne sommes pas opposés à une sélection mesurée aléatoire de quelques projets dont le budget prévisionnel est inférieur à 20 M€, à la seule condition que ces audits n'entraînent pas de coûts, ni de délais pénalisants qui ralentiraient et augmenteraient les coûts à terminaison des projets, notamment tous les projets d'avenir. Au delà de la charge supplémentaire induite par l'augmentation potentielle du nombre d'audits, il ne faudrait pas priver les opérateurs de précieuses ressources internes que nous préférons voir mobilisées sur les études, les réponses et les nombreux raccordements induits par les projets de nouveaux gaz.

Question n°8 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Vu de la CFE-CGC Énergies, nous sommes inquiets des impacts d'une régulation incitative sur plusieurs sujets R&D (biométhane, smart grids ou nouveaux gaz), qui s'ils devaient être autant "réduits" que préconisé, risqueraient fort de priver les opérateurs des moyens indispensables et nécessaires au développement des nouveaux gaz et au verdissement attendu. Nous sommes d'autant plus surpris par le niveau de cette régulation incitative qu'elle risque d'induire une logique punitive au dépend des défis énergétiques et environnementaux qui attendent les opérateurs de transport et de distribution, avec la nécessaire future imbrication des réseaux. Préparer la suite, pour nous, cela signifie accepter d'investir plus dès à présent sur certains sujets nouveaux qui nécessitent donc des salariés et des dépenses à la hauteur des besoins réels. Or, il nous apparaît que les préconisations et conclusions de l'auditeur négligent cette obligation de préparer dès à présent l'avenir et réduisent à une portion congrue les demandes de l'éco-système donc les besoins nouveaux générés.

Question n°9 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 des GRT ?

Vu de la CFE-CGC Énergies, l'écart en gains de productivité n'est pas duplicable à l'infini sans risquer l'avenir et l'efficacité supplémentaire demandée, par exemple sur l'adaptation des ressources, sans accorder les moyens attendus sur les nouveaux gaz, apparaît fortement discutable quand on sait que la réduction des effectifs avait débuté bien avant le niveau de référence actuel retenu par la CRE. Depuis déjà deux tarifs, les opérateurs se sont pourtant mobilisés pour réduire leurs charges et ont donc déjà réalisé des gains significatifs de productivité. Une large partie de ces gains de productivité ont d'ailleurs été réalisés donc supportés par les salariés eux-mêmes.

Les opérateurs de réseaux de transport et leurs salariés ne peuvent donc continuer indéfiniment à produire de tels gains alors que dans le même temps la loi leur impose de nouvelles obligations (études des réseaux, schémas directeurs, droit à l'injection, préparation de la suite,...) et que l'environnement attend d'eux au contraire une réactivité plus forte donc des moyens plus conséquents.

Nous vous rappelons que les OPEX à venir doivent continuer à être couverts à 100 % comme le prévoit la loi. Nous ne sommes pas d'accord avec la remarque qui souligne "que la hausse des OPEX constatée ces 10 dernières années n'a donc plus de raison de se poursuivre".

Vu de nous, si la loi induit de nouvelles obligations, des moyens supplémentaires et des OPEX induites sont donc légitimes et doivent intégralement être couverts. Le véritable enjeu ici est bel et bien de valider un niveau raisonnable d'OPEX de fonctionnement, intégrant l'inflation et les nouvelles obligations liées à la programmation pluriannuelle de l'énergie, sans quoi l'impact sur GRTgaz et son écosystème (partenaires, clients et salariés) sera préjudiciable et ralentira toute la filière.

A titre d'exemple, le niveau d'OPEX envisagé par l'auditeur remet en cause des moyens très concrets : les capacités d'études et les moyens de mise en service des projets de biométhane (pourtant inscrits dans la programmation pluriannuelle de l'énergie), les moyens d'études de faisabilité des projets de compressions mutualisées et de rebours, les études de maillage des réseaux en lien avec les GRD pour définir les zonages et meilleures capacités d'accueil, les moyens de recherche sur l'hydrogène et tous les nouveaux gaz verts.

Si l'on ajoute à ce constat le fait que le réseau régional, qui lui n'a jamais été renouvelé et n'a jamais bénéficié de bonification incitative, est vieillissant (cheminées, cartes GOA, pyramide d'âge des postes, etc...), les OPEX nettes d'exploitation de GRTgaz ne peuvent non plus être "brutalement arbitrées" à la baisse sur la seule foi d'un audit ou de trajectoires passées. Chaque décision prise aujourd'hui ou hier induit forcément des conséquences futures et sur ce sujet la CFE-CGC Énergies ne souscrit pas non plus aux ajustements proposés et retenus par le régulateur sur les OPEX de maintenance. Vu de nous, des OPEX mesurés sont nécessaires pour éviter des investissements massifs demain qui conduiraient à alourdir inutilement les prochains tarifs et à pénaliser également les consommateurs par une hausse substantielle de tarif.

Notre analyse est qu'il serait plus réaliste d'accorder aux gestionnaires de réseaux de transport des moyens supplémentaires en ETP et en OPEX proportionnés à leurs obligations, pour accompagner tous les nouveaux clients et acteurs, pour disposer des moyens de répondre en délai et qualité aux sollicitations de la filière et pour mener à bien toutes les études R&D sur le biométhane, la méthanation et la gazéification hydrothermale, tout en maintenant une réelle qualité de service et une vraie disponibilité des ouvrages.

Au delà des charges nettes d'exploitation, ce sont clairement les salariés de GRTgaz qui sont visés par cet arbitrage d'environ 10% des OPEX, qui ne correspondent pas au stock de projets pourtant inscrits en liste d'attente au registre des raccordements et qui apparaît donc à toutes les parties prenantes comme non justifié de la part de la CRE.

La CFE-CGC Énergies ne peut nullement accepter que les salariés soient une variable d'ajustement budgétaire ; elle n'est pas être favorable à cet arbitrage sévère et au dispositif tel que présenté car cela vient considérablement réduire les moyens consacrés à la transition énergétique et mettrait en péril l'avenir des infrastructures de transport.

En synthèse, concernant les charges d'exploitation.

Pour la CFE-CGC Énergies, l'avenir des transporteurs repose à la fois sur des projets incontournables tels que la sécurité, l'engagement et l'exemplarité en matière de transition énergétique, mais aussi des projets obligatoires comme les gaz renouvelables en termes de R&D et l'adaptation des réseaux aux technologies numériques. Il n'est donc pas envisageable, ni souhaitable pour l'avenir du marché du gaz, ni pour les salariés engagés de l'entreprise, de ne pas avoir les moyens humains, techniques et financiers de répondre à ces quatre impératifs. Nous pensons que le prochain tarif doit couvrir tous ces besoins supplémentaires irresistibles.

La CFE-CGC Énergies considère que l'innovation, l'augmentation de l'activité de GRTgaz, la qualité de service au marché et la satisfaction de ses clients ont un coût et que la force de l'incitation régulatoire réside dans la cohérence entre les objectifs fixés et les moyens alloués. A ce titre, l'imposition faite à GRTgaz de ré-intégrer ses ressources R&D oeuvrant aux projets de transport doit être transformée via le tarif ATRT7 en atout indéniable d'intégrer des moyens, à leur juste nombre et valeur correspondant aux nouveaux besoins de GRTgaz, afin de pérenniser le niveau de ressources suffisant de ses ambitions futures.

La CFE-CGC Énergies considère que la régulation forfaitaire incitative sur les charges d'exploitation n'a donc de sens que si elle est compréhensible, reste proportionnée et repose sur des objectifs précis et atteignables en cohérence avec les moyens donnés aux transporteurs par les ressources tarifaires. A défaut, elle conduirait à des exigences excessives de productivité qui ne peuvent que conduire à une réduction des moyens, à des suppressions d'emplois et à une dégradation inévitable de la qualité de service aux clients. Une pression disproportionnée et excessive pourrait également conduire à revoir certains actes de maintenance et conduire à un espacement de ceux-ci mettant en cause à terme la pérennité et la sécurité des installations. En ce sens, le régulateur ne peut se désaisir de ce sujet en le laissant à la seule charge des opérateurs de transport.

Notre analyse du projet actuel de décision tarifaire indique une pression régulatoire que nous jugeons excessive puisque les charges d'exploitation de GRTgaz ne seraient que partiellement couvertes.

- Le niveau des dépenses constatées sur 2016-2018 et le niveau d'efficience réalisé par GRTgaz lors de l'ATRT6 ne peuvent servir de seul point de référence pour la construction de la trajectoire des charges d'exploitation de l'ATRT7. En effet les efforts de productivité importants déjà consentis ne sont pas reproductibles, ni duplicables, à l'infini sous peine d'obérer l'avenir.
- Les augmentations de charges induites prévisionnelles pour 2019-2021 ne sont pas prises en compte malgré de nouveaux postes de dépenses supportés par le transporteur. Nous nous étonnons donc que le point de départ du nouvel exercice tarifaire en 2020 ne corresponde pas au point de sortie de l'exercice précédent à fin 2019 (point d'arrivée de l'exercice pourtant validé par le tarif précédent ATRT6), augmenté de toutes ces nouvelles obligations.

Il résulte de choix et d'orientations stratégiques validées par le régulateur sans justifications réelles. Pour la CFE-CGC Énergies, toute élévation du niveau d'exigence doit conduire à donner d'avantage de moyens aux gestionnaires de réseau de transport tout en intégrant les facteurs externes non imputables aux gestionnaires. Or les charges d'exploitation que nous jugeons plutôt raisonnables et avancées par GRTgaz d'ici 2021 y répondraient strictement.

- Les charges semblent réduites de près de 70 M€ par rapport à la demande de GRTgaz sans en indiquer les postes d'économies réellement maîtrisables. Nous nous étonnons d'une telle décision pour un opérateur dont l'efficacité passée est pourtant reconnue. Nous craignons que la seule variable d'ajustement restante soit celle citée par le régulateur comme « efficacité des opérateurs et productivité » qui serait alors imputable directement à la masse salariale donc aux effectifs de GRTgaz. La CFE-CGC Énergies ne peut cautionner un tel choix qui risquerait de faire supporter l'unique aspect de modération du prochain tarif aux seuls salarié(e)s.
- L'avenir du gaz et de son transport passe inéluctablement par le respect de l'environnement et du suivi des objectifs de la loi de Transition Énergétique. Sans la contribution franche et massive des opérateurs de transport, certains de ces objectifs ne pourront être atteints. Certes, cela coûte un peu aujourd'hui mais ces dépenses seront profitables à l'ensemble de la société à long terme.
- Les trajectoires de charges retenues pour les années suivantes réduites de 60 voire 90 M€ (soit un cumul de -310 M€) accentuent encore cette pression à un niveau que nous jugeons disproportionné. Selon notre analyse, elles pourraient conduire à faire porter l'efficacité forfaitaire résiduelle sur les effectifs avec une variante allant de -20 à -30 M€, soit une diminution minimum d'activité d'environ 250 salarié(e)s pour GRTgaz (équivalent à environ 8-9% des effectifs que compte actuellement GRTgaz) sans compter les inévitables conséquences en termes d'espacement, de maîtrise des actes de maintenance et des emplois indirects locaux dans les territoires. La maîtrise du prix unitaire de transport ne peut tout justifier.

Sans donner à l'opérateur de transport GRTgaz les moyens supplémentaires justes mais nécessaires à l'atteinte de l'ambition forte affichée par le gouvernement dans la PPE, le risque est important selon la CFE-CGC Énergies que les objectifs d'études, de raccordements, de services, de disponibilité et de fiabilité ne soient pas au rendez-vous, avec des conséquences qui toucheront alors l'ensemble des acteurs du transport de gaz et de la filière des gaz renouvelables. La hausse des obligations liées à la transition énergétique induit une charge supplémentaire réelle via de nouveaux schémas directeurs, des études et des dépenses qu'il convient au contraire de couvrir à leur juste niveau.

En tout état de cause, si la CFE-CGC Énergies ne remet pas en question le principe d'une régulation incitative, juste et raisonnable, sur les charges d'exploitation, le renforcement de celle-ci à hauteur des montants forfaitaires envisagés n'apparaît être ni proportionné, ni atteignable et peu respectueux de la réalité des projets nécessaires à l'atteinte des objectifs du secteur gazier en faveur d'une transition énergétique réussie couplée à un réseau de transport régional vieillissant.

En synthèse, concernant l'incitation à investir pour l'avenir.

La première conviction de l'encadrement est que pour maintenir des infrastructures de transport efficaces et attractives aux usages du gaz au service de l'industrie et des clients français, les opérateurs de réseaux de transport gaziers français et tous leurs salariés ne doivent pas aborder la prochaine période tarifaire de manière anxiogène dans un contexte dominé par une vision d'orientation purement financière privilégiant les gains de productivité et la réduction des coûts.

En effet, la transformation de GRTgaz, implémentée lors des précédents tarifs, a déjà nécessité de nombreux efforts de modernisation et de développement de ses installations, investissements qu'il est absolument nécessaire aujourd'hui de couvrir et de continuer de rémunérer à leur juste valeur dans le prochain tarif ATRT7.

Le marché français ne peut bénéficier de tous ces nouveaux investissements précédemment décidés lors des trois précédents tarifs sans vouloir aujourd'hui en couvrir le coût de leur exploitation, leur maintenance préventive, ni vouloir les rémunérer à leur juste valeur.

En synthèse, concernant la recherche et l'innovation.

Considérant que l'effort de recherche et d'innovation sur les nouveaux gaz et la promotion des usages du gaz, démarrés lors du précédent tarif ATRT6, doivent être conservés dans les prochaines années pour relever les défis industriels et technologiques auxquels les réseaux de transport seront confrontés avec la transition énergétique, la CFE-CGC Énergies est favorable à une conservation du niveau des dépenses de R&D tel que demandé. Elle considère que le maintien d'OPEX et d'effectifs R&D justes et suffisants, correspondant aux besoins de GRTgaz, ne doit pas se faire au détriment des autres activités et salariés de GRTgaz.

Par ailleurs, les travaux de R&D doivent s'apprécier dans la durée et ne pas faire l'objet d'incitations strictement financières ou court-termistes comme pourrait l'être l'éventuelle restitution des sommes allouées non utilisées. A ce titre, la CFE-CGC Énergies est favorable à la prise en compte et à la couverture intégrale de ces charges d'exploitation dans la prochaine trajectoire tarifaire.

Notre vision pour l'avenir.

Pour la CFE-CGC Énergies, ce qui importe à travers ce nouveau tarif, c'est avant tout l'avenir de l'entreprise et de ses salariés, via sa capacité à répondre à toutes ses obligations, y compris celles induites par le nouveau droit à l'injection sur tous les projets de gaz renouvelables, la pérennité de ses outils industriels utiles, performants, sûrs et disponibles au service de tous ses clients. Cette ambition passe d'abord par le maintien en nombre suffisant des compétences clés donc du personnel formé et motivé capables de mener à bien toutes les nouvelles études induites et d'assurer la pérennité des travaux d'entretien et d'exploitation des réseaux existants. Si le prochain tarif ne permet pas de garantir un avenir performant, solide et serein, une pression excessive rejaillira inévitablement sur les salariés, ce qui compromet l'avenir et la réussite de la transition énergétique.

La CFE-CGC Énergies attire donc l'attention du régulateur sur le fait qu'à vouloir imposer trop d'économies trop vite sur les charges d'exploitation, on risque de déclencher des effets pervers immédiats sur les capacités de GRTgaz à répondre aux études et sollicitations induites par les projets de raccordements de Biométhane et de Mobilité gaz, ainsi que des effets pervers futurs en maintenance et projets d'avenir (dépenses importantes reportées plus tard donc plus chères, actions peu coûteuses faciles réalisées aujourd'hui sans privilégier les plus utiles plus onéreuses, etc).

La CFE-CGC Énergies considère que la régulation envisagée pour l'ATRT7 n'a de sens que si elle est compréhensible, reste proportionnée concernant les charges d'exploitation et repose sur des objectifs cohérents avec les moyens donnés par les ressources tarifaires. A défaut, elle conduirait à des exigences excessives de productivité qui ne peuvent que conduire à plus ou moins long terme à des effets collatéraux néfastes sur l'emploi (direct chez GRTgaz et indirect chez tous ses sous-traitants ou fournisseurs français) avec une réelle dégradation des conditions de travail, de vrais risques sur la qualité de service et la sûreté des installations et une révision à la baisse des objectifs ambitieux sur les gaz renouvelables pourtant inscrits dans la trajectoire 2030 de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

8

La CFE-CGC Énergies sollicite donc expressément la Commission que vous présidez afin d'ajuster à la hausse le niveau des charges d'exploitation et les ressources humaines (ETP) de GRTgaz couvertes par le prochain tarif ATRT7.

Notre analyse est qu'un juste équilibre doit pouvoir être trouvé entre l'opérateur GRTgaz et le régulateur sur ces sujets, y compris en couvrant pleinement et à leur juste valeur les moyens et les projets nécessaires au modèle français équilibré de transition énergétique.

Vous remerciant pour l'attention que vous pourrez porter aux analyses de l'encadrement des entreprises du secteur énergétique français, nos équipes restent dans l'attente de vous rencontrer dès fin septembre pour compléter nos propos.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

William VIRY-ALLEMOZ